



Un autre développement

Les évolutions internationales (mondialisation, hégémonie du capitalisme financier, «réveil» de la Chine et émergences de pays du Sud, restriction de circulation pour les peuples et multiplication des conflits armés...), la destruction des équilibres écologiques et ses conséquences (dérèglement climatique, réduction de la biodiversité...), la raréfaction des ressources naturelles non renouvelables et notamment du pétrole, l'aggravation des inégalités, menacent chaque jour un peu plus l'existence même des habitants de notre planète et renvoient avec acuité à l'inadaptation des politiques actuelles et à la nécessité de jeter les bases d'un autre modèle de production et de consommation.

Les politiques de spécialisation géographique reposant sur les inégalités Nord-Sud imposées par le capitalisme financier sont utilisées pour peser au maximum sur les salaires et les conditions de travail, tant au nord qu'au sud. L'idéologie néo-libérale, assimilant individualisme et «liberté individuelle», justifie les remises en causes de toutes les conquêtes sociales, et oppose les individus les uns aux autres cassant les solidarités et les protections collectives. Le même discours est servi sur toute la planète : au nom de la concurrence internationale, de la prétendue nécessité de la «flexibilité», les travailleurs, qu'ils soient européens, africains, australiens, asiatiques, sud ou nord-américains... doivent accepter la remise en cause des droits si difficilement conquis dans chaque pays.

Face à ces périls, l'affirmation qu'un autre monde est possible gagne du terrain et partout des forces se lèvent, en Afrique, en Asie, dans les Amériques, en Europe... remettant en cause l'ordre établi et avançant vers une alternative globale.

Plutôt que la course effrénée à la croissance synonyme d'une société de gaspillage dans les pays riches ou émergents, il est temps d'oser dire qu'il faut un mode de développement moins consommateur des ressources de la planète, plus équilibré et qui permette à tous les peuples de vivre dignement.

Face à une droite décomplexée

En France après la période de progrès social et économique ouverte à la Libération, nous subissons depuis trente ans un retournement de la situation au détriment des salariés. L'équilibre établi entre travail et capital est rompu. La place de chacun dans la société est plus que jamais déterminée par les conditions de sa naissance (origine sociale d'abord mais aussi géographique, retour en force du communautarisme...); l'héritage prime sur les droits.

La victoire de N. Sarkozy marque une nouvelle étape dans l'hégémonie du libéralisme. Une droite dure et décomplexée, directement liée aux tenants du capitalisme, est bien décidée à poursuivre son offensive idéologique, à liquider les derniers acquis sociaux issus des compromis d'après guerre. Pour assurer sa domination elle aggrave une politique sécuritaire qui fragilise les plus faibles, renforce la peur et le repli sur soi.

Sur le terrain politique cette droite poursuit ses attaques contre la démocratie (instrumentalisation de la représentation nationale, développement de la politique-spectacle, renforcement des pouvoirs présidentiels, criminalisation de l'action militante...), aggravant ainsi la crise de la représentativité et la coupure entre citoyens, partis politiques et institutions. Les conséquences sont particulièrement graves pour la gauche qui tient traditionnellement sa légitimité de ses liens avec les couches populaires, notamment à travers sa gestion des collectivités locales.

Reconstruction idéologique et politique

Militants antilibéraux, environnementaux, alternatifs, altermondialistes, féministes, syndicalistes, sont orphelins d'une expression politique à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle, marqués par l'imbrication entre écologie et social. Les fondements d'une stratégie de «réformisme radical» qui n'hésiterait pas à proposer des axes de rupture avec les rapports sociaux, les modes de production et de consommation dominants restent à inventer ou à mettre en cohérence.

Il est urgent de mettre en œuvre les moyens permettant la nécessaire reconstruction idéologique et politique. Il est urgent que s'élabore et s'impose un projet alternatif liant émancipation sociale et révolution écologique.

Quel peut être l'apport de l'écologie politique à cette reconstruction ?

Écologie solidaire

Pour tenter de répondre à cette question nous prenons l'initiative d'un club politique **Écologie solidaire**. Écologiste et solidaire, car l'écologie est indissociable du «vivre ensemble»: l'individu fait d'abord partie de son environnement; il ne peut progresser que collectivement grâce aux valeurs de solidarité.

La vocation d'**Écologie solidaire**, formée d'adhérents membres ou non de partis politiques, sera de s'inscrire, à sa modeste mesure, dans cette reconstruction en y portant la nécessité de la prise en compte des exigences écologiques pour tout projet politique véritablement de gauche. Ainsi, nous souhaitons nous inscrire dans la perspective des «Etats généraux de la gauche de transformation» que nous souhaitons être des «Etats généraux de la transformation sociale et écologique». Nous sommes donc prêts à peser en ce sens avec d'autres sensibilités écologistes (AlterEkolo...) et / ou anti-libérales (Collectifs anti-libéraux...).

Convaincu de la nécessité d'initiatives transversales, **Écologie solidaire** ne sera une tendance ni des Verts, ni d'aucun autre parti.

Concrètement **Écologie solidaire** sera un lieu de débats et de propositions. Pour ce faire dans l'immédiat, il

- publiera une lettre électronique mensuelle
- participera à ou initiera tout débat de fond permettant d'avancer vers une alternative
- ouvrira une liste de discussion et d'échange d'information